



Gouvernement du Canada  
Ministre d'État à la Jeunesse

Government of Canada  
Minister of State for Youth

*Jeunesse*

CA1  
SS16  
-1992  
D65

3 1761 11709738 6



**FOR IMMEDIATE RELEASE**



**92-19**

**Conference Board of Canada finds costs of dropping out  
to be \$4 billion**

**Ottawa, May 11, 1992 --** The Honourable Pierre H. Cadieux, Minister of State for Youth, Fitness and Amateur Sport, today welcomed the Conference Board of Canada's study called **Dropping Out: The Cost to Canada**. The study findings are being highlighted today in Calgary as part of the Conference Board of Canada's "Business and Education: Working Together" conference.

.../2

The study, funded under the federal government's **Stay-in-School** initiative, examines the effects of dropping out on the class of 1989 and projects the costs in monetary and non-monetary terms for individual dropouts and Canadian society in general. Over their working lifetimes, the cost to Canada will be roughly \$4 billion for the 137,000 young people who dropped out of high school before graduating with the class of 1989.

"These findings clearly show us that all Canadians suffer both economically and socially whenever a young person decides to quit school," said Mr. Cadieux. "At the same time, the study indicates that education has a higher rate of return than almost any other alternative investment, both for young people and society."

The federal government recognized the seriousness of this issue and invested \$296 million in a five-year Stay-in-School initiative in 1990. "While the federal government has provided leadership in this area, it is not the federal government's problem alone," said the Minister. "The solution to the current 30% high school dropout rate is for everyone - businesses, governments, educators, labour unions, community groups, parents and young people to work together to find the solutions."



The federal government's Prosperity initiative recently held a series of consultations where the dropout issue was raised as an important area that must be addressed to secure Canada's economic and social well-being. "Canada's prosperity -- our standard of living -- depends on our competitiveness in the years ahead. Increasingly, the health of our economy will be measured by the degree to which we keep ourselves individually and collectively on the leading edge of knowledge," concluded the Minister.

A synopsis of the study is attached. Copies of the full report are available from the Conference Board of Canada.

- 30 -

For information contact:

Michèle La Roche  
Press Secretary  
Office of the Minister of State Youth  
(819) 994-2424

Douglas Giddings  
Employment and Immigration Canada  
(819) 994-4538

Virginia Miller  
Employment and Immigration Canada  
May 11 & 12: (403) 262-1234  
(819) 997-6406





recensement confirment l'existence d'une relation entre la scolarisation et le revenu individuel; elles montrent en effet que les décrocheurs du secondaire, masculins ou féminins, gagnent moins durant leur vie active que les diplômés.

Maintes études ont prouvé qu'il existe un lien solide entre le décrochage scolaire et les coûts qui en résultent autant pour la société que pour chaque décrocheur, sous forme de manque de revenu et de capacité productive. Cependant, outre ces effets sur le revenu, les diplômés du secondaire et la société peuvent aussi s'attendre à bénéficier d'une multitude d'avantages non reliés au marché. Il s'agit notamment de facteurs tels que la baisse des coûts des services de santé, l'accroissement de la participation culturelle, l'élargissement des possibilités de formation professionnelle et de mobilité, l'accroissement du rendement des investissements personnels, l'abaisssement des dépenses consacrées à la prévention et à la répression du crime, et l'abaisssement des dépenses requises pour gérer les programmes de bien-être social et de chômage.

Il convient toutefois de déduire de ces avantages les sommes requises pour assurer ce niveau de scolarisation. Les coûts que doivent assumer les jeunes concernent les livres scolaires, les droits d'inscription et les divers frais de scolarité, ainsi que les revenus d'emploi auxquels ils renoncent pendant qu'ils sont à l'école. Les coûts pour la société comprennent les dépenses directement reliées aux salaires des enseignants, aux installations et aux fournitures scolaires, ainsi que la valeur de la production que fourniraient les étudiants s'ils étaient employés à temps plein au lieu de rester à l'école.

**Le décrochage scolaire pénalise aussi les jeunes**

Tout élève qui décide de décrocher est d'office pénalisé. En effet, chaque garçon qui décroche perdra près de 129 000 \$ durant toute sa vie professionnelle, et chaque fille, près de 107 000 \$.

Ces chiffres tiennent compte à la fois des revenus personnels et de facteurs non reliés au marché. Pour ce qui est des seules pertes de revenus, les décrocheurs renoncent à environ 70 000 \$ chacun durant leur vie active — chaque garçon perdra 76 000 \$ de revenus durant sa vie active, et chaque fille, près de 63 000 \$. Le fait que le manque à gagner soit moins élevé pour les filles que pour les garçons s'explique par le fait que les femmes continuent de gagner moins que les hommes, même lorsqu'elles ont le même niveau de scolarisation.

Les décrocheurs du secondaire sont également pénalisés dans une foule d'autres domaines, qu'il est beaucoup plus difficile de mesurer car la plupart

ne sont pas reliés au système du marché, mais qui identifient par les chercheurs, mentionnons une moins bonne santé personnelle, les moins bons résultats scolaires des descendants, le rendement moins élevé des investissements personnels, une moindre participation aux activités culturelles, et l'accès à des emplois dont le statut social et les avantages sociaux sont moins élevés.

La décision d'achever ses études est importante non seulement pour chaque élève mais aussi pour l'ensemble de la société. À l'heure actuelle, les décrocheurs du secondaire enregistrent des taux de chômage plus élevés que leurs camarades diplômés, et les travailleurs les plus susceptibles d'être mis à pied durant les récessions économiques sont ceux qui occupent les métiers où la croissance de l'emploi est la plus faible — précisément ceux qui exigent un niveau de compétences moins élevé. En outre, la scolarisation ne risque pas de perdre de son importance pour les jeunes Canadiens. En effet, Emploi et Immigration Canada estime que près de 65 % de tous les emplois qui seront créés entre 1990 et l'an 2000 exigeront au moins 12 années de scolarisation et de formation professionnelle, ce qui constitue un changement notable par rapport à la situation actuelle car seulement 53 % des emplois d'aujourd'hui exigent au moins ce niveau de scolarisation.

**L'enseignement est un investissement**

La valeur des investissements effectués dans le secteur de l'enseignement peut être mesurée en calculant leur taux de rendement, c'est-à-dire la richesse produite par dollar investi. L'utilisation du taux de rendement pour mesurer la valeur de l'enseignement est semblable à son utilisation pour prendre des décisions dans d'autres secteurs d'investissement, par exemple pour acheter des obligations ou des actions. Dans le cas de l'enseignement, le taux de rendement peut être envisagé comme l'indice de ce que rapporte l'obtention d'un diplôme d'études secondaires.

Comme outil d'investissement, la scolarisation a un taux de rendement plus élevé que pratiquement toutes les autres possibilités d'investissement. Pour la société, le taux de rendement des investissements consacrés à l'enseignement secondaire est de 19 % dans le cas des hommes, et de 17,8 % dans le cas des femmes. Il est encore plus élevé pour chaque élève pris individuellement puisqu'il est de 65,4 % pour chaque garçon diplômé du secondaire, et de 74,4 % pour chaque fille.

On utilise souvent les taux de rendement pour comparer des options d'investissement. Pour l'élève qui veut savoir s'il devrait rester à l'école, le taux



# Les coûts du décrochage scolaire pour le Canada



Mai 1992

## Une facture de 4 milliards pour le Canada

Les coûts du décrochage scolaire sont mesurables et élevés : la société canadienne perdra plus de 4 milliards de dollars durant la vie active des jeunes qui ont décroché du secondaire en 1989, et dont le nombre atteint près de 137 000.<sup>1</sup> Chaque garçon ayant décroché de l'école perdra près de 129 000 \$ durant toute sa vie active, et chaque fille, près de 107 000 \$.

Le taux de rendement pour la société des sommes investies dans l'enseignement secondaire est de 19 % pour les garçons et de 17,8 % pour les filles. Pour chaque jeune pris individuellement, le taux de rendement est encore plus élevé : 65,4 % pour chaque garçon qui obtient son diplôme du secondaire, et 74,4 % pour chaque fille.

Les Canadiens en sont de plus en plus conscients, l'enseignement est l'une des questions sociales les plus préoccupantes des années 1990, du fait de son incidence sur le bien-être collectif et sur la prospérité économique. Les problèmes auxquels fait face notre système d'enseignement risquent d'abaisser le niveau de vie national, d'intensifier les pressions exercées sur les services de sécurité sociale, et d'alourdir le fardeau fiscal des particuliers et des sociétés. Parmi ces problèmes, l'un des plus graves est celui du décrochage scolaire, dont le taux se situe actuellement à 34 %, ce qui veut dire qu'un jeune Canadien sur trois n'obtient pas son diplôme du

secondaire. Autre facteur aussi troublant, le taux de décrochage s'est inscrit à la hausse depuis quelques années, alors qu'il avait baissé durant la dernière décennie d'une crête de 38 % à un creux de 28 %. Les coûts de 4 milliards de dollars que cela représente pour le Canada comprennent le manque à gagner en revenus personnels et en recettes fiscales durant la vie active des personnes concernées, et


les dépenses supplémentaires que devra assumer la société pour faire face aux problèmes sociaux qui en résulteront. Cette somme prend encore plus de relief quand on réalise qu'elle ne représente que le manque à gagner subi par la société pendant la vie active des élèves ayant décroché durant une seule année scolaire.

Cette estimation repose sur une analyse des avantages qu'obtiennent les élèves et la société lorsque les études secondaires sont menées à leur terme, et des coûts sociaux et individuels qu'il faut assumer pour donner ce niveau de scolarisation. Les jeunes et la société investissent dans l'enseignement dans l'espoir d'obtenir plus tard un rendement sur leur investissement. Ce rendement pour les jeunes et la société peut prendre deux formes, la première reliée au marché et la deuxième qui en est

indépendante. En moyenne, le décrocheur gagne moins que le diplômé. Ce manque à gagner constitue un coût pour la société puisqu'il représente un déficit de production économique pour la société et de recettes fiscales pour les gouvernements. Les élèves qui n'achèvent pas l'école secondaire sont moins productifs car ils ont acquis moins de compétences. De ce fait, leur contribution sociale, sur le plan de la capacité productive et du rendement économique, est moins élevée qu'elle n'aurait pu l'être. Ce déficit de revenu national alourdit le fardeau social en provoquant un manque à gagner fiscal pour tous les paliers de gouvernement. Les données du

<sup>1</sup> Le chiffre de 4 milliards de dollars est la valeur actuelle du total des pertes qu'assurera la société canadienne durant toute la vie active des jeunes qui n'ont pas achevé l'école secondaire en 1989, la dernière année pour laquelle on connaît les taux de décrochage à l'échelle nationale et provinciale.





Digitized by the Internet Archive  
in 2023 with funding from  
University of Toronto

<https://archive.org/details/31761117097386>

Les responsables de l'initiative fédérale de la prospérité ont tenu récemment des consultations au cours desquelles a été soulignée l'importance que revêt le problème du décrochage ainsi que la nécessité de s'y attaquer en vue d'assurer le bien-être social et économique du Canada. «La prospérité du Canada - notre niveau de vie - dépendra de notre compétitivité dans les années qui viennent, a poursuivi le Ministre. De plus en plus, la santé de notre économie dépendra de notre capacité à demeurer, individuellement et collectivement, à la fine pointe de la connaissance.»

Un sommaire de l'étude est joint en annexe. On peut se procurer des exemplaires du rapport complet en s'adressant au Conference Board of Canada.

- 30 -

Renseignements :

Michèle La Roche  
Attachée de presse  
Ministre d'Etat à la Jeunesse  
(819) 994-2424

Douglas Giddings  
Emploi et Immigration Canada  
(819) 994-4538

Virginia Miller  
Emploi et Immigration Canada  
les 11 et 12 mai: 403-262-1234  
(819) 997-6406



Cette étude, dont le financement a été tiré

du budget prévu pour l'initiative nationale L'école

avant tout, porte notamment sur les conséquences

financières de l'abandon scolaire pour les décrocheurs de 1989. Les auteurs y décrivent le coût du décrochage pour les décrocheurs et pour l'ensemble de la société canadienne, sur le plan financier et dans d'autres

domaines. On y précise que les 137 000 décrocheurs qui auraient dû obtenir leur diplôme d'études secondaires en 1989 coûteront 4 milliards de dollars à la société canadienne tout au long de leur vie active.

«Cette étude montre clairement que tous les

Canadiens sont perdants lorsqu'un jeune décide

d'abandonner l'école», a affirmé M. Cadieux. «Par la

même occasion, l'étude démontre que la scolarisation a un taux de rendement plus élevé que pratiquement toutes les autres possibilités d'investissement, autant pour les jeunes que pour la société.»

Le gouvernement fédéral a déjà reconnu

l'importance du problème et c'est pour cette raison

qu'il a lancé en 1990 l'initiative L'école avant tout.

«Bien que le gouvernement fédéral agisse comme chef de file dans ce domaine, il ne peut agir seul, a ajouté le

Ministre. Tous les Canadiens, que ce soit les

entreprises, les autres ordres de gouvernement, les

éducateurs, les syndicats, les groupes communautaires,

les parents ou les jeunes, doivent se sentir concernés

par le taux actuel de décrochage au niveau secondaire,

soit 30 %, et travailler ensemble pour trouver des

solutions au problème.»

.../2

Ottawa, le 11 mai 1992 -- Le ministre d'Etat à la Jeunesse, à la Condition physique et au Sport amateur, M. Pierre H. Cadieux, a accueilli favorablement aujourd'hui la parution d'une étude réalisée par le Conference Board du Canada, intitulée **Les coûts du décrochage scolaire pour le Canada**. Le Conference Board du Canada se penche aujourd'hui à Calgary sur les grandes lignes de cette étude dans le cadre d'une conférence portant sur l'établissement de liens entre le monde des affaires et celui de l'éducation.

**Le Conference Board du Canada établit les coûts de l'abandon scolaire à quatre milliards de dollars**

92-19

POUR DIFFUSION IMMEDIATE

Jeunesse

